

RICHIE EUROPA NEWSLETTER

Newsletter d'information sur l'Histoire de la Construction Européenne

n° 3, novembre 2006

Richie Europa Newsletter est une newsletter destinée à diffuser des informations sur tous les aspects de la construction européenne; elle se fait l'écho des activités de l'association Richie (Réseau International de jeunes Chercheurs en Histoire de l'Intégration Européenne), qui vise à faciliter les contacts entre jeunes chercheurs européens (<http://www.europe-richie.org/>). *Europa* propose des rubriques récurrentes telles que :

- « Opinion » : des articles proposant de nouveaux champs de recherches, des billets d'humeur, des réflexions historiographiques.
- « Archives » : l'actualité des archives de l'histoire de la construction européenne (nouveaux fonds ouverts au public, présentation de fonds d'archives, de centre de recherche).
- « Work in Progress » : cette rubrique présente des travaux de recherche en cours ou récemment achevés. Vous pouvez nous adresser un résumé de votre travail (avec la mention du directeur de recherche et de l'université de rattachement).
- « Reviews » : offre des compte-rendus de lecture sur des ouvrages récents portant sur la construction européenne (les auteurs étant évidemment seuls responsables des opinions exprimés dans ces articles).

Toutes les contributions sont les bienvenues. Les articles sont rédigés indifféremment en Français et en Anglais. Adressez vos contributions à Christophe Le Dréau, qui coordonne cette lettre (ledreauchristophe@yahoo.fr).

ARTICLES

- « Le développement de l'histoire économique de l'intégration européenne » p. 2
(Laurent Warlouzet, Université Paris IV-Sorbonne)
- « Identité nationale et influences transnationales — Américanisation, européanisation, mondialisation — le cas de la France après la Seconde Guerre mondiale » p. 3
(Birte Löschenkohl, – Berlin ; Andreas Rössner – Paris ; Patricia Wiegmann – Erfurt)
- « Les Communautés européennes, acteurs de la sécurité mondiale. Bilan de 50 ans de relations extérieures » p. 8
(Jenny Raffik – Université de Cergy-Pontoise/UMR IRICE Paris 1)
- « The Crises in Southern Europe in the 1970's : the international dimension » p. 9
(Guia Migani, Université de Padoue/Science Po Paris)

ARCHIVES

- « Les archives de la section britannique de la Ligue Européenne de Coopération Économique (LECE) » p.10
(Christophe Le Dréau – Université de Paris 1–Sorbonne et IEP de Paris)
- « Le CIFE (Centre International de Formation Européenne) » p.13
- « Le fonds Bino Olivi » p.13
- « Le fonds Lionello Levi Sandri » p.14

WORK IN PROGRESS

« L'axe franco-allemand dans la construction européenne : 1969–1974 »..... p. 15
(Joële Pierre)

”Helvetic Europe – European Switzerland. Switzerland’s Contribution to the Idea of European Unification within the Context of Swiss State- and Nation Building”..... p. 16
(Tamara Ehs, University of Vienna)

ACTUALITÉ DES COLLOQUES

Colloques et journées d'études sur la construction européenne (octobre–décembre 2006).. p. 18

Articles

✦ **Le développement de l'histoire économique de l'intégration européenne (Laurent Warloutzet, Université Paris IV-Sorbonne)**

Compte-rendu du colloque « Économies nationales et intégration européennes : voies et étapes », 19–20 octobre 2006, Strasbourg (Université Strasbourg III–Robert Schuman)

La construction européenne reste très largement fondée sur la logique de l'intégration économique, c'est-à-dire de la fusion des économies des pays-membres, en dépit des nombreux projets d'Europe politique. Cette dimension économique, mais aussi sociale, de l'histoire de la construction européenne est dorénavant beaucoup mieux connue grâce à une série de colloques organisés par un groupe de trois historiens, les professeurs Éric Bussière (Paris Sorbonne), Michel Dumoulin (Louvain-la-Neuve) et Sylvain Schirmann (Strasbourg–Robert Schuman). Après le colloque de Metz de 2003 consacré aux débuts de la construction européenne jusqu'aux années 1960¹, le colloque de Louvain-la-Neuve (Belgique) de 2004 sur les années 1970², et enfin le colloque de Paris de 2005 sur les années 1980³, la ville de Strasbourg a accueilli, les 19 et 20 octobre 2006, un colloque conclusif de ce qui est devenu un véritable groupe de recherche européen.

Destiné à préparer le cinquantième anniversaire du Traité de Rome, en mars 2007, ces journées d'étude intitulées « Économies nationales et intégration européennes : voies et étapes » ont débuté par la présentation d'une première synthèse des réflexions engagées depuis plusieurs années sur ces thématiques sous la forme d'un rapport rédigé par les trois professeurs organisateurs. Il a mis en évidence la pertinence de l'approche fondée sur l'opposition entre l'Europe coopérative et contractuelle d'un côté, et l'Europe libérale, l'Europe du marché de l'autre. Tout au long du XX^e siècle, les diverses formes de construction d'une Europe économique et sociale ont reposé sur les tensions entre une volonté d'organiser les structures économiques d'une part et une démarche de stimulation par l'ouverture extérieure de l'autre. Une chronologie et une analyse des acteurs engagés comme des espaces concernées ont pu être ébauchées à l'occasion de la présentation de ce rapport.

¹Colloque de Metz–Scy-Chazelles, 22–23 mai 2003. Paru en 2006 : Éric Bussière, Michel Dumoulin, Sylvain Schirmann, *Europe organisée, Europe du libre-échange ? Fin XIX^e-années 1960*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, collection Euroclio, 2006.

²*Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970 de la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, colloque de Louvain-la-Neuve, 27–29 mai 2004.

³*Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979–1992)*, colloque de Paris (Bercy), 1^{er} et 2 décembre 2005.

Ouvert par la présentation de ce cadre conceptuel à la fois stimulant et opératoire, le colloque a permis aux différentes contributions présentes d'être moins des juxtapositions que des applications de cette problématique initiale. La première table ronde, présidée par le professeur Marie-Thérèse Bitsch (Strasbourg–Robert Schuman), s'est concentrée sur les conceptions générales. Elle a permis d'évoquer les réflexions en terme d'Europe sociale (Nadjib Souamaa), les projets économiques français (Laurent Warlouzet) et les coopérations sectorielles à travers l'exemple de l'aéronautique militaire (contribution collective de David Burigana, Pascal Deloge, Pierre-Luc Plasman et Andrea Pierotti).

La seconde table ronde, présidée par Françoise Berger (IEP Grenoble), s'est intéressée aux acteurs dans toute leur diversité. Les milieux économiques ont été étudiés à travers des exemples régionaux (Paolo Tedeschi pour la Lombardie, Birte Wassenberg pour la coopération transfrontalière dans l'espace du Rhin supérieur). Les milieux syndicaux et la problématique de l'Europe sociale n'ont pas été oubliés (Pierre Tilly, Andea Maria Locatelli), tandis qu'une institution européenne au croisement de ces problématiques économiques, sociales et régionales, la Banque Européenne d'Investissements (BEI), a été mise en valeur (Émilie Willaert).

Enfin, la dernière table ronde, présidée par le professeur Michel Dumoulin, a permis de se pencher sur des exemples nationaux peu étudiés comme l'Espagne (Matthieu Trouvé), l'Irlande (Jürgen Elvert) et la République tchèque (Petr Pavlik). La conclusion d'Éric Bussière a permis de tisser un lien entre ces études de cas et les problématiques générales identifiées dans le rapport.

L'association de chercheurs de différents pays européens (Allemagne, Belgique, France, Italie, Tchéquie) et de différents niveaux (du doctorant au professeur) a permis un échange fructueux, nourrissant l'étude d'une intégration économique européenne qui oscille entre Europe du marché et Europe organisée.

☛ **Identité nationale et influences transnationales — Américanisation, européanisation, mondialisation — le cas de la France après la Seconde Guerre mondiale**⁴

Depuis quelques années, « américanisation », « européanisation » et « mondialisation » constituent les clés d'interprétation privilégiées lorsqu'on s'interroge sur le transfert des idées, les transferts matériels, mais aussi sur les processus de mutation et d'harmonisation culturels, politiques et socio-économiques dans le cadre européen, transatlantique voire global, notamment depuis la Seconde Guerre mondiale. Incontestables, ces influences transnationales témoignent néanmoins de multiples ambivalences, limites et ruptures, comme le montrent la crise du processus de ratification du projet constitutionnel de l'UE et la persistance de la force intégrative de la nation et de l'État national. Historiens, spécialistes des cultures, politologues français et allemands ont pu analyser ces questions à l'occasion de **l'atelier de l'Institut historique allemand de Paris qui s'est tenu le 29 mai 2006**, avec le soutien de la Fondation Robert Schuman et de la Fondation Friedrich Ebert. Selon l'idée de Reiner Marcowitz (Institut historique allemand de Paris), il s'agissait de relier recherche empirique et pratique : démarche, validité et pertinence des concepts devaient également être discutés, tout comme l'impact concret des diverses influences transnationales sur différents secteurs de la politique et de la société françaises.

L'exposé introductif de **Reiner Marcowitz** a explicité la problématique de cette rencontre et sa pertinence. Après 1945, la tendance à l'homogénéisation s'est sans aucun doute renforcée dans la sphère occidentale, à la fois sur un plan conceptuel et matériel. Seuls sa définition exacte et le champ scientifique couvert sont aujourd'hui l'objet de discussions. Plusieurs concepts d'interprétation rivalisent : américanisation, occidentalisation, européanisation, identité européenne,

⁴Birte Löschenkohl (Berlin), Andreas Rössner (Paris), Patricia Wiegmann (Erfurt).

globalisation. Selon Reiner Marcowitz, il ne s'agit pas de combiner ces concepts, jusqu'alors largement différenciés et de relier ainsi des schémas d'interprétation relevant de l'histoire politique, de l'histoire sociale, voire de l'histoire des cultures et des mentalités. Il faut aussi s'intéresser au rapport conflictuel entre identité nationale et nouveaux processus de dépassement du cadre national.

L'exemple de la France se prête particulièrement bien à l'observation concrète de ces tensions. En dépit d'une conscience nationale fortement prégnante, qui puise ses racines dans l'histoire, celle que les Allemands surnomment la « Grande Nation » a dû reconnaître, après 1945, qu'une coopération internationale était indispensable, au regard de sa faiblesse intérieure et extérieure. Le ressentiment anti-américain n'en est pas moins resté vivace chez les élites politiques, économiques et culturelles du pays. Dans le même temps, la France de l'après-guerre s'est américanisée en matière de consommation, de modes et de styles de vie. Mais on peut également compléter ce diagnostic par le constat d'une européanisation, parfois concurrente, de la politique mais également de nombreux domaines de la vie sociale. Cette européanisation contraste néanmoins depuis quelques années, en France comme dans d'autres États européens, avec un fort scepticisme à l'égard de l'Europe et des réserves croissantes à l'encontre de l'approche technocratique de l'intégration européenne — l'Union européenne étant notamment rendue responsable des conséquences socio-économiques de la globalisation de l'économie. Cet état de fait vient confirmer l'actualité de la question de la tension entre identité nationale et influences transnationales.

La distinction nécessaire entre identité européenne et conscience européenne

La séance suivante, présidée par **Rainer Hudemann** (Université de la Sarre), avait pour objet d'expliquer la genèse, la nature et la portée, mais également la compatibilité des concepts actuellement utilisés par les chercheurs. Dans une contribution portant sur le thème « Identité européenne et conscience européenne », **Wilfried Loth** (Université de Essen) s'est appuyé sur les résultats de la psychologie individuelle pour rappeler que l'identité — d'un individu ou d'une collectivité — n'est fondamentalement ni achevée ni statique : elle est le résultat de processus d'identification antérieurs dont l'impact varie suivant le contexte. Par ailleurs, les individus appartiennent toujours à plusieurs groupes simultanément : ils peuvent dès lors adopter sans difficulté différentes identités. C'est également le cas du lien entre identité régionale, nationale et européenne. Une connaissance lacunaire des interactions entre différents niveaux ne permettant toutefois pas toujours de bien s'y reconnaître.

Suivant ici Robert Frank, Wilfried Loth a défendu la distinction entre les concepts d'identité européenne et de conscience européenne, le premier se référant au sentiment d'appartenance à une civilisation européenne, tandis que le second implique en plus la conscience de la nécessité de construire l'Europe et donc d'unifier le continent au détriment des États nationaux traditionnels. La construction européenne n'entre néanmoins que de prime abord en concurrence avec les États nationaux : en réalité, elle ouvre des espaces communs face à de nouveaux enjeux économiques et politiques. En somme, identité nationale et identité européenne semblent heureusement de plus en plus saisies dans leur complémentarité. Dans ce contexte, Wilfried Loth propose aux historiens de l'intégration de prendre davantage en compte le fait que ce ne sont pas les États mais les hommes qui bâtissent l'Europe.

Contrastant avec la dimension historique de la contribution précédente, **Tanja A. Börzel** (Université libre de Berlin) a présenté la recherche très active en sciences politiques sur la question de l'européanisation, se demandant dans quelle mesure l'Europe intégrée, par le truchement de ses institutions et de ses directives, a modifié les États membres. Selon Tanja Börzel, on peut dès lors comprendre le rôle qui revient à l'Europe et saisir l'avancée du processus d'européanisation, ce terme désignant pour elle l'influence homogénéisatrice qu'exerce la bureaucratie

européenne sur les États membres et les citoyens. Ceci est la conséquence de la transposition au niveau national du droit et autres normes européens, des régulations tout comme de l'internationalisation des normes et valeurs européennes dans le contexte d'un processus individuel et collectif de socialisation. Ces réactions ne sont certainement pas toutes aussi évidentes d'un État à l'autre. De plus, l'eupéanisation ne conduit pas à faire converger les identités nationales vers une identité européenne : celle-ci change d'aspect selon les États.

Pour conclure et en référence à la contribution suivante, Tanja Börzel a insisté sur le fait que la différence entre eupéanisation et américanisation réside essentiellement dans les moyens que choisissent les « émetteurs » respectifs de ces concepts — Union européenne vs. États-Unis — pour imposer leurs intérêts propres, et que la possibilité de faire appliquer les directives européennes rend les effets de l'eupéanisation sur les États de l'Union nettement plus importants que l'impact de l'américanisation.

Américanisation, occidentalisation : ces deux termes furent au centre de l'exposé de **Eckart Conze** (Université de Marburg). L'américanisation est selon lui un trait du discours du XX^e siècle, le symbole du transfert, à partir des États-Unis, des différentes évolutions économiques, politiques et culturelles. Dans la perception actuelle, cela inclut souvent des processus qu'il conviendrait de mettre sur le compte d'une modernisation générale plutôt que de l'impact nord-américain spécifiquement. De plus, l'américanisation s'inscrit toujours dans un contexte national particulier et dépend dès lors toujours de facteurs nationaux. Le concept plus récent de « créolisation » en tient compte ainsi. Si l'on s'intéresse à l'après 1945, le concept comporte quatre dimensions, énoncées par le sociologue Heinz Bude : premièrement, l'alignement des États occidentaux sur les États-Unis, puissance politique qui dirige le monde occidental ; deuxièmement, la stylisation de la société américaine en un modèle à imiter ; troisièmement, l'instrumentalisation des images de l'Amérique du Nord, la réalité américaine s'effaçant derrière des scénarios-catastrophes tout autant que derrière des représentations idéalisées de la société future ; quatrièmement, l'homogénéisation de la consommation et des comportements des consommateurs.

Selon Eckart Conze, l'occidentalisation, construction purement analytique contrairement à l'américanisation, ne définit pas un transfert unilatéral des États-Unis vers l'Europe mais un rapprochement transatlantique dans le contexte d'un échange interculturel, duquel résulte la constitution d'un ensemble de valeurs communes. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce transfert a été fortement influencé par les États-Unis, ce qui a provoqué le chevauchement des concepts d'occidentalisation et d'américanisation, mais pas leur congruence. Pour conclure, Eckart Conze s'est prononcé en faveur d'un transfert du concept d'occidentalisation, jusque là surtout employé dans le cas de l'Allemagne de l'Ouest, à d'autres sociétés occidentales après 1945.

Niels P. Petersson (Université de Constance) a complété cet examen critique des différents concepts d'étude des processus transnationaux par une présentation du concept de globalisation. Selon lui, le terme de globalisation a un caractère triple : la tradition des interdépendances globales qui existent depuis le début des temps modernes ; la description des interactions comme des processus en évolution constante ; c'est un terme générique pour désigner différents processus isolés.

En référence aux méthodologies de l'ethnologie et de la sociologie, Niels P. Petersson défend une approche de la globalisation « d'en bas » : il ne s'agit pas de considérer l'ensemble de ce processus mais d'envisager les divers réseaux à la base de chaque transaction et de chaque lien international dans leur dynamique. De même, globalisation, américanisation, voire eupéanisation ne sont ni des concepts identiques, ni des concepts concurrents : la globalisation se rapporte à la densité et la portée des relations sociales, mais pas à leur contenu. En conséquence, l'améri-

canisation peut ainsi être à un moment donné une caractéristique des processus de globalisation. Si l'on considère le lien entre globalisation et européanisation, il faut de surcroît réfléchir au fait que ce que l'on perçoit aujourd'hui comme une globalisation — libérale — imposée de l'extérieur est en réalité souvent une politique européenne de compétitivité mise en œuvre directement par les gouvernements nationaux ou par le truchement de « Bruxelles ».

La lente européanisation de la diplomatie française après 1945

Après ces clarifications d'ordre méthodologique et théorique, l'atelier suivant, sous la présidence de **Jean-Paul Cahn** (Université de Paris IV) était placé sous le signe de l'étude empirique de différents aspects de la politique et de la société française.

En ouverture, **Georges-Henri Soutou** (Université de Paris IV) a proposé une analyse de la diplomatie française : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France a tenté de renouer avec son rôle international traditionnel de grande puissance européenne classique et de puissance coloniale. Pourtant, la politique extérieure de la France, en raison de la constitution de blocs dans le cadre de la Guerre froide rendant indispensable la coordination au sein du bloc occidental, a lentement et substantiellement adopté une dimension multilatérale et s'est ainsi tendanciellement américanisée et européanisée. En règle générale, la coopération internationale a néanmoins servi les intérêts nationaux traditionnels. Ce n'est que sous la présidence de Georges Pompidou que l'on peut parler de réelle modernisation de la diplomatie française. Plus que quiconque, Georges Pompidou a reconnu la tendance à la « globalisation » de la diplomatie et tenté de faire contrepoin, avec la francophonie, à la politique bipolaire des blocs. Avec Valéry Giscard d'Estaing, cette orientation globale du pays s'est renforcée, tout comme sa coopération dans le cadre de l'intégration ouest-européenne. Ces tendances se sont poursuivies sous François Mitterrand, lequel s'est par ailleurs employé à renforcer la coopération avec les pays en voie de développement. La chute du Mur de Berlin et l'effondrement du bloc de l'Est ont profondément modifié les repères de la politique extérieure de la France. Cette évolution s'accroît encore avec l'accélération de la globalisation. Après le rejet du Traité constitutionnel européen, l'avenir seul nous dira si la diplomatie française est toujours tentée de « recycler » le modèle de l'État national souverain traditionnel ou si elle s'ouvre définitivement à une conception européenne multilatérale.

Existe-t-il encore une identité française spécifique dans le domaine économique ? C'est la question qu'a posée **Jean-François Eck** (Université de Lille III) dans son intervention, l'analyse des acteurs, structures et performances de l'économie française lui permettant d'y trouver une réponse. Selon ses conclusions, les acteurs, lorsqu'il s'agit d'entreprises privées, ont un rôle de plus en plus déterminant et agissent dans le même temps de plus en plus à l'échelle internationale ; la tendance à la modernisation — en partie suivant le modèle nord-américain — et à la compétition — globale — s'est imposée en France également et les ententes et les régulations de l'État des dernières décennies ont disparu, notamment sous l'influence des institutions européennes. Sur un plan structurel, le rapport entre les trois grands secteurs économiques (agriculture, services et industrie) s'est modifié : l'agriculture, autrefois le principal facteur économique, a cédé la place au secteur des services. En ce qui concerne les performances de l'économie française, à savoir la croissance, l'efficacité et la présence globale, on constate que depuis 1974, la France n'échappe plus aux cycles économiques européens et mondiaux, ni aux crises profondes. Jean-François Eck constate en somme que le système économique français montre après 1945 de fortes tendances à l'américanisation, l'européanisation et à la globalisation, au détriment d'un « modèle français » spécifique. Selon Jean-François Eck, qui se réfère là aux débats économiques actuels sur la crise, cette transnationalisation a toutefois des effets positifs pour la France.

L'attitude ambivalente de la France face à l'Europe, les États-Unis et l'OTAN

Durant des siècles, l'armée a incarné la souveraineté nationale. Au lendemain de 1945 pourtant, la constitution des deux blocs Est-Ouest sous l'égide des deux nouvelles superpuissances — les États-Unis et l'Union soviétique — et les menaces de la Guerre froide ont contraint, dans ce domaine précisément, à accroître la coopération transnationale et l'intégration.

Beatrice Heuser (Université de la Bundeswehr, Munich) a étudié la réaction de l'armée française face à ces contraintes. L'attitude face à l'Europe, les États-Unis et l'OTAN a en effet toujours été imprégnée d'une certaine ambivalence mêlée de méfiance et d'admiration, de rivalité et de coopération. Ainsi, on ressent aujourd'hui encore les suspicions à l'encontre de Britanniques nées de la Guerre de Cent ans. Par ailleurs, l'armée française n'a cessé de s'inspirer de la puissance militaire britannique très performante.

Ce sentiment de haine et d'amour existe également envers les États-Unis. D'un côté, on nourrit à leur encontre un fort ressentiment : d'un point de vue français, les États-Unis sont toujours intervenus trop tard pour sauver la France, que ce soit lors de la Première ou de la Deuxième Guerre mondiale — une des raisons du développement d'une force de frappe nucléaire française indépendante —, ils profitèrent directement de la décolonisation française en Indochine, et ils ont pratiqué durant la Guerre froide, toujours dans une perspective française, une politique de sécurité trop agressive. D'un autre côté, l'histoire a toujours laissé des souvenirs positifs, remontant à l'époque de la guerre d'indépendance des États-Unis, voire de l'admiration, après 1945, pour la capacité et la modernité de la machinerie militaire nord-américaine. Selon Beatrice Heuser enfin, l'importance de l'influence américaine au sein de l'OTAN a provoqué le départ de la France de l'intégration militaire. La coopération européenne en matière de défense a elle aussi souvent servi un égoïsme national cherchant à faire financer sur une base communautaire des systèmes d'armement coûteux initiés par la France.

L'exposé de **Pascal Ory** (Université de Paris 1) a ensuite porté sur l'américanisation dans le domaine de la culture. Dès le milieu du XIX^e siècle, l'emploi du mot américanisation revêt une connotation péjorative dans le contexte de la modernité. Dans l'entre-deux-guerres, la triade cinéma/jazz/bandes dessinées a pu conquérir à son tour l'espace culturel et économique de l'Europe. Ces phénomènes se sont développés et établis après la Seconde Guerre mondiale : le rock, la télévision et la science-fiction ont ainsi entamé leur marche triomphale. S'appuyant sur l'influence technologique, économique et politique des États-Unis, une culture de masse a ainsi émergé pour imprégner aujourd'hui la vie quotidienne et dans laquelle l'Amérique du Nord représente la référence. L'américanisation de la France n'est donc pas un mythe.

Il existe néanmoins des niches, telles que la langue française qui y échappe en partie, tout comme les efforts individuels ou collectifs pour « dé-américaniser » certains domaines, comme celui de la bande dessinée. Il ne faut néanmoins pas oublier que cette acculturation n'est pas un phénomène apparu au XX^e siècle : on le retrouve dès l'Antiquité, s'accompagnant toujours aussi d'effets positifs.

La mutation de la société française depuis 1945 : américanisation ou modernisation ?

Selon **Robert Frank** (Université de Paris 1), l'américanisation est un phénomène culturel qui s'est imposé sur le plan social : le transfert massif des pratiques socioculturelles et l'introduction de produits américains — la télévision, le réfrigérateur, la voiture et le lave-linge — ont profondément fait évoluer la société française à partir des années 1960. Robert Frank s'est néanmoins demandé si cette mutation doit être considérée comme une américanisation spécifique ou comme la traduction d'une modernisation générale, et dans quelle mesure ces deux phénomènes sont liés.

Au sein de la société française, l'américanisation a toujours été considérée comme un phénomène ambivalent : d'une part, le pays s'est ouvert, pour des motifs essentiellement économiques. Mais de l'autre, on a ressenti cette ouverture comme une menace latente, voire manifeste, à l'encontre de sa propre identité. C'est la raison pour laquelle l'eupéanisation a toujours été considérée comme un élément intermédiaire entre orientation nationale et transnationale — une fonction qui s'est du reste perdue entre temps, comme l'a montré le « non » français au Traité constitutionnel européen. Les Français ne se retrouvent plus dans l'Union européenne : c'est la conclusion pessimiste de Rober Frank.

Cette rencontre a enrichi les connaissances sur les transferts, avec notamment l'étude de la nécessaire combinaison de divers concepts relatifs à la transnationalisation, ou encore la conclusion selon laquelle américanisation, eupéanisation et globalisation ne doivent pas être considérées de façon téléologique, mais précisément dans leurs rapports mutuels fluctuants — géographique et sectoriellement —, en concurrence avec les identités nationales traditionnelles. Il importe dès lors de renforcer l'échange entre spécialistes intéressés, au sein et entre les différentes disciplines. Les contributions et les résultats de cette rencontre seront publiés dans un ouvrage collectif.

✦ **Les Communautés européennes, acteurs de la sécurité mondiale. Bilan de 50 ans de relations extérieures (Jenny Raffik – Université de Cergy-Pontoise/UMR IRICE Paris 1)**

Les 14 et 15 septembre 2006 s'est tenue à Paris, à l'European Union Institute for Security Studies, **une rencontre universitaire pluridisciplinaire pour dresser un bilan de cinquante ans de politique extérieure de l'Union européenne**. Ce colloque était organisé par Gérard Bossuat (chaire Jean Monnet d'histoire de la construction européenne, Université de Cergy-Pontoise) et Anne Deighton (chaire Jean Monnet d'histoire de la construction européenne, Department of Politics and International Relations, University of Oxford), avec la coopération de Nicole Gnesotto (Directeur de l'EUISS), du CICC (centre de recherche sur les Civilisations et Identités Culturelles Comparées des Sociétés Européennes et Occidentales) de l'université de Cergy-Pontoise, de l'axe 5 « Intégration européenne » de l'UMR IRICE (Paris 1, Paris IV, CNRS), et le Groupe de liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission européenne en vue de la préparation d'un colloque bilan sur « les Communauté européennes, expériences et bilan de 50 ans d'intégration européenne » en mars 2007 à Rome.

Nicole Gnesotto a introduit les travaux de ces deux journées en présentant l'Institut européen pour les études de sécurité. Le colloque s'est ensuite déroulé en quatre sessions. Le jeudi 14 septembre, la première table ronde a étudié **l'attitude des communautés européennes à l'égard des grandes puissances depuis 1950**. Le Professeur Antonio Varsori, de l'université de Padoue, a évoqué les relations entre l'UE et les États-Unis de 1957 à aujourd'hui. Le Professeur Marie-Pierre Rey, de l'Université Paris 1–Panthéon Sorbonne, a étudié les relations entre l'URSS et l'Europe de 1957 à 1991. Le docteur Reuben Wong, de Singapour, a analysé la politique européenne à l'égard de la Chine. Enfin, Dimitri Grigowski, doctorant à l'université de Cergy-Pontoise, a présenté ses recherches en cours sur les États-Unis face à l'unification monétaire européenne.

La deuxième session de travail portait sur la **dimension économique, environnementale et sociale des relations extérieures et d'élargissement des Communautés européennes**. Laurent Warlouzet (Paris IV) a présenté ses recherches doctorales sur la négociation de la zone de libre-échange en 1958. Le Professeur Élisabeth Du Réau (Paris III) était invitée à évoquer les enjeux de sécurité dans la politique d'élargissement de l'Union européenne, des

années 1980 à la commission Prodi et le Dr Rana Izci (Marmara University, Istanbul) a étudié la politique environnementale de l'Union européenne. À l'issue de cette première journée, plusieurs jeunes chercheurs ont présenté leurs recherches. Georges Saunier, (Paris 1/Cergy Pontoise), a ainsi analysé un exemple de la position diplomatique de l'Union européenne : la guerre des Malouines. Angela Romano (Florence) a évoqué la CSCE. Munevver Cebeci (Marmara) a étudié les impacts de la politique de sécurité européenne sur la Turquie et Basil Germond (Genève, HEI) a évoqué la dimension navale et maritime de l'Union européenne

Le vendredi 15 septembre 2006, la première session de travail était intitulée « **Naissance d'un acteur de la politique étrangère : principes et intérêts** ». Le Dr Véronique Dimier (Université Libre de Bruxelles) a évoqué la naissance d'une diplomatie européenne. Le Dr Valsamis Mitsilegas (Thessalonique) a replacé dans une perspective historique les principes, valeurs et la politique internationale de l'UE. Le Dr Stephen Dearden (Manchester Metropolitan University) a parlé de la politique européenne de développement au cours des 50 dernières années. Le Dr. Linda Risso (Reading) s'est livrée à une comparaison de la PESD et de la CED et mis en valeur les différences entre les deux projets. Le Dr. Daniel Möckli (Zürich) a évoqué la longue route vers la PESD en retraçant l'histoire chaotique de la politique extérieure commune.

La quatrième session était consacrée aux **opérations de maintien et rétablissement de la paix** et aux efforts de résolution des conflits. Le Pr. Sven Biscop (Belgian Royal Institute for International Relations) a évoqué le développement des institutions européennes de sécurité. Le Dr. Thierry Tardy (Geneva Centre for Security Policy) a présenté les opérations de maintien de la paix de l'Union européenne, et le Dr Damien Helly (Saferworld) a exposé, avec l'exemple de Saferworld, les relations entre l'UE et les organisations non gouvernementales pour la sécurité.

Dans ses conclusions, le Pr Gérard Bossuat (Cergy-Pontoise) et le docteur Anne Deighton ont dressé un bilan des 50 dernières années de l'action extérieure et des responsabilités de la Communauté européenne, devenue l'Union européenne.

Ce colloque a permis la mise en présence de chercheurs confirmés et jeunes doctorants, dans une approche interdisciplinaire nouvelle et fructueuse, entre historiens, économistes et politistes.

☛ « **The Crises in Southern Europe in the 1970's : the international dimension** » (Guia Migani, Université de Padoue/Science Po Paris)

Le 13 et 14 octobre 2006 a eu lieu à Padoue un colloque sur « **The crises in Southern Europe in the 1970's : the international dimension** ». Ce colloque, organisé par l'Université de Padoue avec la coopération de la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Forlì et du Cold War Studies Centre, visait à analyser l'évolution d'une région, l'Europe méridionale, qui dans les années 1970 connaît des mutations importantes.

Le premier jour, les communications ont porté sur la révolution portugaise (M. Del Pero, Université de Bologne), sur les relations entre la Grèce et la CEE entre 1967 et 1975 (A. Varsori, Université de Padoue), sur la crise de Chypre (V. Greco, Aegean University Rhodes), sur l'Italie et l'eurocommunisme (S. Pons, Université de Rome Tor Vergata), et sur le rôle de la présidence impériale américaine en Italie (R. D. Church, Université de Padoue). La discussion, qui a eu lieu à l'issue de la première session, a été animée par O. A. Westad (LSE); elle s'est concentrée sur les caractéristiques des changements qui ont eu lieu dans les différents pays. Les observations ont porté sur le **rôle joué par le « mythe de l'Europe »** en Grèce et tout particulièrement au Portugal, ainsi que sur l'**importance de l'opinion publique** qui, après 1968, exerce une véritable pression sur les politiques étrangères des États européens. De son côté, la CEE est

amenée à s'occuper de questions qui ne rentrent pas exactement dans ses compétences pour stabiliser une région qui connaît des changements, et même des révolutions, et pour éviter que l'équilibre politique européen ne se déplace par trop à gauche.

Le deuxième jour les communications ont mis en évidence l'importance de l'Allemagne, dirigée par le SPD, en Europe. Le premier exposé (G. Bernardini, Université de Padoue) analysait le rôle joué par le SPD en Italie dans la deuxième moitié des années 1970. La communication suivante (A. Muñoz, Institut Universitaire Européen, Florence) portait sur les relations entre l'Allemagne de Brandt et Schmidt et l'Espagne dans les dernières années de vie du régime franquiste. Enfin la dernière communication est revenue sur l'Italie et sur sa participation au système monétaire européen (M. E. Guasconi, Université d'Urbino). Dans ce cas la décision — très risquée — d'entrer dans le SME a été prise par le gouvernement de Giulio Andreotti avec le plein soutien de l'Allemagne de Schmidt.

La table ronde finale était animée par I. Wall (Columbia University), S. Pons (Université de Rome Tor Vergata), F. Romero (Université de Florence), et O. A. Westad (LSE). La discussion a mis en évidence le rôle limité joué par les États-Unis en Europe (à l'exception du cas italien) dans cette période et, au contraire, l'importance de l'Allemagne de la SPD dans la gestion des crises qui traversent les pays européens. La **force d'attraction économique et politique de l'Allemagne** contribue de manière fondamentale à la construction du « mythe de l'Europe », auquel sont très sensibles les États de l'Europe méridionale. En conclusion, comme l'a fait observer A. Varsori, les années 1970 se caractérisent par la perte de prestige du modèle économique et social américain, par la perception du déclin de la puissance américaine, et par une série de changements économiques qui restructurent le système occidental. La récession économique pousse les Européens à considérer le modèle capitaliste classique comme dépassé. Ils cherchent à bâtir un nouveau modèle, plus européen, basé sur l'expérience allemande. Les années 1970 sont aussi la période où, dans le monde occidental, les valeurs nouvelles apparues en 1968 s'imposent. L'opinion publique devient beaucoup plus sensible à des questions telles que l'existence de régimes autoritaires et demande que la politique étrangère des États en tienne compte. Même le Parlement européen arrive à faire prendre en considération ses prises de position à la Commission et au Conseil Européen.

En fin de compte, les discussions ont bien montré l'importance d'approfondir l'étude d'une période qui reste encore largement à explorer, mais qui garde des liens très importants avec le système international post-guerre froide.

ARCHIVES

☛ **Les archives de la section britannique de la Ligue Européenne de Coopération Économique (Christophe Le Dréau – Université de Paris 1–Sorbonne et IEP de Paris)**

La section britannique de la Ligue Européenne de Coopération Économique voit le jour en 1947 à Londres. Son recrutement est prestigieux. Parmi eux les trois directeurs de la section économique et financière de la Société des Nations durant l'entre-deux-guerres Walter Layton, Alexander Loveday et Arthur Salter. Des hommes politiques en pleine ascension, surtout des conservateurs : Harold Macmillan, Robert Boothby, Duncan Sandys, Edward Beddington-Behrens. Harold Butler, qui succéda à Albert Thomas à la tête du Bureau International du

travail, en devient le directeur. Juliet Rhys-Williams, une libérale qui soutint Anthony Eden dans les années 1930 et lia son sort à la croisade européenne de Churchill dans les années 1940, en est la secrétaire. Quelques problématiques se dégagent :

- les liens évidents qui existent entre milieu genevois de l’entre-deux-guerres et idées européennes dans l’après-guerre, tant les fonctionnaires de la SDN foisonnent ;
- les liens difficiles de Churchill avec les autres Pères de l’Europe (Harold Butler fut désigné pour satisfaire les fondateurs belges de la LECE qui craignaient qu’un homme trop proche de Churchill à la tête de la section britannique ne prenne l’ascendant sur le mouvement international) ;
- le recrutement prestigieux de cette association euroscepte qui permet de nuancer l’image d’une Grande-Bretagne condamnée à l’euroscepticisme. Par exemple, en octobre 1952, sa composition est la suivante :

Executive Committee : Président : Harold Butler (Président) ; Vice Président : Edward Beddington-Behrens (vice-Président) ; Bob Edwards, Arthur Greenwood, Walter Layton, Harold MacMillan.

Membres : Julian Amery (MP), L.S. Amery (MP), S.P. Chambers, W. Manning Dacey, Herbert Davis, Piers Debenham, H. Eastwood, David Eccles (MP), Pr. S.H. Frankel, Major-gl. Colin Gubbins, Lord Hailey, Ronald Hall, R.F. Harrod, J. Haworth, Leslie Hore-Belisha, Edward Hulton, H. Hynd (MP), J.B. Hynd (MP), F.V. Jenkin, Cecil Kioch, Hugh J. Klare, Michael Layton, Alexander Loveday, R.W.G. MacKay, Miss P. Elton Mayo, John Midgley, G. Oliver (MP), Henry Price, Juliet Rhys-Williams, J.H. Richardson, Dr. A. Roberts, P. Rykens, Arthur Salter, Peter Thorneycroft, Lady Tweedsmuir (MP), David Waley, Robert Waley Cohen, H. Waring.

Il n’existe pas de fonds cohérent sur la Ligue Européenne de Coopération Économique, il faut se tourner vers les archives personnelles de ses membres pour retracer son histoire. Le fonds Juliet Rhys-Williams est le plus riche pour la période 1947–1950. Les compte-rendus de réunion, les listes d’adhérents, les donateurs figurent dans les cartons. Accueillis par la London School of Economics, ils sont totalement accessibles aux chercheurs. Peu exploités, ils sont une des sources principales de ma thèse sur « Les mouvements pro-européens en Grande-Bretagne du plan Briand au Plan Schuman (1929–1951) » et de mon mémoire de DEA sur « Arthur Salter face à la construction européenne »⁵. On peut compléter cela par d’autres fonds de la London School of Economics : R.W.G. MacKay notamment.

L’histoire de la section britannique de la Ligue Européenne de Coopération Économique est plus difficile à écrire pour la période postérieure à 1950 car l’intérêt du fonds Juliet Rhys-Williams s’amointrit.

Une nouvelle source doit donc la remplacer. Le fonds Roy Harrod est une alternative possible mais pose une difficulté particulière car les archives de cet économiste britannique se trouvent actuellement au Japon. En 1979 en effet, la bibliothèque de Roy Harrod a été acquise par la Nagoya University of Commerce and Business Administration au Japon. Les livres acquis au fil des années feront certainement rêver les bibliophiles tandis que les historiens de la construction européenne constateront avec surprise qu’une grande partie de ses archives ont été transférées parallèlement à Nagoya. Parmi ces archives, quatre cartons, soit près de 750 documents, concernent la Ligue Européenne de Coopération Économique, en particulier sa section britannique (cartons

⁵Tous deux composés à l’Institut Renouvin, Université Paris 1–Panthéon Sorbonne, sous la direction de Robert Frank.

n° 16, 17, 18, 19). Certains documents font heureusement doublons avec certains disponibles dans d'autres fonds en Europe. L'histoire de la LECE s'écrit donc désormais au Japon.

Extrait de l'Inventaire du Fonds Roy Harrod (Japon)⁶. **Carton n° 16, European League for Economic Cooperation (1949–1964), 208 items :**

Assemblée Générale :

- Ordre du jour : 1956, 1960
- Procès-verbal : 1949, 1956, 1960–1961
- Documents and reports : 1956, 1960–1962

Conseil Central :

- Ordre du jour : 1956, 1960, 1962–1963
- Procès-verbal : 1952, 1955–1956, 1959–1962
- Documents and reports : 1955–1956, 1960–1963
- Miscellany : 1952, 1959, 1963
- Central Council English Miscellany : 1952

Secretariat Général :

- Procès verbal : 1959–1960
- Documents and reports : 1955–1956, 1960–1963
- Miscellany : 1956, 1960, 1962–1963
- English miscellany : 1955, 1960

Carton n° 17, European League for Economic Cooperation, British Section (1948–1976), 148 items :

ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 11/5/1954
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 23/11/1955
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 25/1/1956
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 5/11/1956
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 12/2/1957
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 11/7/1960
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 28/7/1960
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 23/1/1963
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 14/3/1963
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 15/5/1963
ELEC (British Section)	British Committee Meeting, « agenda » : 29/11/1963

ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 1/11/1948
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 29/11/1948
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 27/1/1949
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 16/3/1949
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 23/11/1955
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 15/5/1956
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 7/1/1957
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 30/6/1959
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 9/5/1960
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 11/7/1960
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 19/6/1961

⁶La totalité de l'inventaire peut-être demandé à Christophe Le Dréau : ledreauchristophe@yahoo.fr.

ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 7/3/1962
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 8/11/1962
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 23/1/1963
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 14/3/1963
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 29/5/1963
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 23/10/1963
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 10/11/1970
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 27/5/1976
ELEC (British Section)	Minutes of meeting held on 27/5/1976

☛ **Le CIFE (Centre International de Formation Européenne)**

Les Archives Historiques de l'Union Européenne (AHUE) ont, le 9 octobre 2006, annoncé l'ouverture du fonds CIFE.

Villa il Poggiolo
Piazza T.A. Edison, 11
50133 Firenze – Italia
Courriel : archiv@eui.eu

Communiqué de presse des AHUE : « Le fonds CIFE est désormais disponible aux chercheurs. Le CIFE a été fondé à Paris, en 1954, sur l'initiative du philosophe Alexandre Marc, l'un des pères du fédéralisme intégral. Le centre se consacre à l'enseignement et à la recherche sur l'unification européenne et mondiale, le fédéralisme en tant que modèle sociétal, le régionalisme, l'autogestion, la crise de la société, les mutations technologiques, l'écologie. Il gère des stages et séminaires, le Collège universitaire d'études fédéralistes (CUEF) en Val d'Aoste et l'Institut européen des hautes études internationales (IEHEI) à Nice. À partir des années 1980, sur l'impulsion de F. Kinsky notamment, de nouvelles sessions post-universitaires sont créées (étude des CE en Allemagne et session euro-américaine en Autriche). Après la chute du Mur en 1989, les efforts du CIFE s'orientent vers l'Europe centrale. Le CIFE bénéficie du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe ainsi que de l'appui moral et financier des Communautés européennes, d'organisations internationales (OTAN, OFAJ) et de divers gouvernements européens. Le fonds se compose de 636 dossiers. Il est librement communicable. »

☛ **Le fonds Bino Olivi**

Les Archives Historiques de l'Union Européenne (AHUE) ont, le 5 octobre 2006, annoncé l'ouverture du fonds Bino Olivi.

Villa il Poggiolo
Piazza T.A. Edison, 11
50133 Firenze – Italia
Courriel : archiv@eui.eu

Communiqué de presse des AHUE : « Le fonds Bino Olivi est dorénavant disponible aux chercheurs. Il se compose de 27 dossiers couvrant une première partie des activités du déposant. Bino Olivi est né le 19 avril 1925 à Trévise. Il est licencié en droit à l'université de Padoue et en économie à celle de Venise. De 1948 à 1950 il a exercé les fonctions de conseiller juridique

auprès de la « Confindustria », l'association du patronat italien. De 1950 à 1958 il a été juge de première instance auprès du Tribunal de Milan et, en même temps, il a tenu le poste d'assistant à l'Université de Milan. Il a travaillé, entre 1958 et 1960, comme fonctionnaire auprès de la Direction générale de la Concurrence de la Commission CEE avant de devenir, entre 1960 et 1961, vice-chef de Cabinet du vice-président de la Commission CEE Giuseppe Caron.

Entre 1961 et 1967, il a occupé les fonctions de porte-parole de la Commission CEE et à partir de 1968 jusqu'en 1977 il a tenu la charge de porte-parole des trois Communautés réunifiées. À partir de mars 1977, il est devenu conseiller spécial des Communautés et chef du groupe de personnalités indépendantes chargé de créer une Fondation européenne. À partir du janvier 1978 il est devenu conseiller spécial des Communautés « chargé de mission » auprès du directeur général de l'UNESCO à Paris. Il est l'auteur de nombreuses ouvrages sur l'Europe parmi lesquelles on peut citer *Europa difficile*, *L'Europa incompiuta* (en collaboration avec l'Ambassadeur Roberto Ducci), *Da un'Europa all'altra*, *Carter e l'Italia : la politica estera americana*, *L'Europa e i comunisti italiani*, *L'Europa difficile. Storia politica dell'integrazione europea*.

Le fonds Olivi comprend de la correspondance, des dossiers thématiques, ainsi que des écrits du déposant, des actes de séminaires ou de journées d'étude et de la documentation imprimée. Le fonds est ouvert à la consultation sans aucune restriction. Sa reproduction est limitée à 500 photocopies par lecteur et par an. »

☛ Le fonds Lionello Levi Sandri

Les Archives Historiques de l'Union Européenne (AHUE) ont, le 1^{er} octobre 2006, annoncé l'ouverture du fonds Lionello Levi Sandri.

Villa il Poggiolo
Piazza T.A. Edison, 11
50133 Firenze – Italia
Courriel : archiv@eui.eu

Communiqué de presse des AHUE : « Le fonds Lionello Levi Sandri est dorénavant disponible aux chercheurs. Il se compose de 35 dossiers couvrant l'activité publique du déposant en Italie et en Europe. Lionello Levi Sandri (1910–1991), haut fonctionnaire public et juriste spécialisé dans le domaine du droit du travail, débute sa carrière dans l'administration publique italienne au ministère du Travail puis à celui des Transports. En mai 1940 il est mobilisé, jusqu'en 1942. En septembre 1943, il participe au mouvement de Résistance dans la province de Brescia en qualité de commandant de division. Il obtient en récompense de son activité la médaille d'argent de la valeur militaire.

Après la guerre il est d'abord nommé chef de cabinet auprès du ministère du Travail, puis conseiller d'État en 1948, président de section en 1964 et enfin Président du Conseil d'État en 1979. En Italie il a été chef de cabinet du ministre délégué pour la Coopération économique européenne (1949) du ministre des Transports (1950–1951), du ministre du Travail (1954–1957) ; au sein des institutions européennes, il a été membre puis vice-président de la Communauté économique européenne (1961–1967) et vice-président de la Commission des Communautés européennes (1967–1970), en charge des Affaires sociales (1961–1970), puis du Marché intérieur et de l'union douanière (1963–1964), et enfin du Personnel et de l'Administration (1967–1969). Outre ces fonctions, Levi Sandri a présidé aux destinées du Fonds social européen, du fonds pour la libre circulation des travailleurs, de l'Organe permanent pour la sécurité du travail dans les mines de charbon, de la Fondation Paul Finet pour les orphelins des mineurs et a été membre du conseil d'administration de l'Institut statistique des Communautés européennes.

Le fonds Levi Sandri comprend la collection des discours prononcés entre 1961 et 1970, de la correspondance privée et professionnelle, des interventions au PE, des coupures de presse sur son activité à Bruxelles et un grand numéro d'extraits portant sur des sujets juridiques ou européens. Le fonds est ouvert à la consultation sans aucune restriction. Sa reproduction est limitée à 500 photocopies par lecteur et par an. »

WORK IN PROGRESS

☛ « **L'axe franco-allemand dans la construction européenne : 1969–1974** » (Joële Pierre)

Présentation d'une thèse de doctorat en cours : « L'axe franco-allemand dans la construction européenne : 1969–1974 », par Joële Pierre, sous la direction de Madame le Professeur émérite Nicole Pietri (Université Robert Schuman de Strasbourg). Madame Nicole Pietri est spécialiste des pays germaniques, et des relations internationales, ainsi que de l'histoire de la construction européenne.

Pour ma recherche personnelle, je tire un grand profit des colloques, tout particulièrement de celui organisé par l'Université de Metz les 8–10 juin 2006 sur « Willy BRANDT et la construction de l'Europe », et des séminaires et ateliers organisés par le CHEFF (Comité pour l'Histoire Économique et Financière de la France). Je m'appuie essentiellement sur les archives : les Archives de la Présidence de la République, celles du Quai d'Orsay, de la Défense. Mais j'accorde une importance majeure à croiser les documents et les regards français et allemands. Je suis partie en juillet d'abord à Koblenz au Bundesarchiv ; puis à Bonn à la Friedrich Ebert Stiftung pour dépouiller les Archives Willy Brandt, les Papiers K. Focke. Je travaille à l'Institut Historique Allemand de Paris sur les Actes du Ministère des Affaires étrangères allemand. Je compte me rendre en 2007 à Lausanne pour y consulter les Archives Jean Monnet et à Florence aux Archives de l'Histoire de la Communauté Européenne. J'ai établi mes quartiers à l'Institut Historique Allemand au vu de la richesse de sa documentation et au rayonnement de ses ateliers. Je dois dire que ce sont les sources allemandes qui m'apportent le plus.

N'en étant pas encore à la rédaction de ma thèse, ce ne sont encore prioritairement que des interrogations, des pistes, des problématiques. Mon sujet de thèse se focalise sur l'axe franco-allemand (né du Traité de l'Elysée). Faut-il lui donner le même sens sous le Président Georges Pompidou que sous le Président Charles de Gaulle ? L'Axe ne s'est-il pas mis en place à partir de 1969 et de la nouvelle présidence ? Ceci soulève le problème des relations entre Georges Pompidou et Willy Brandt. Le Professeur Soutou pense qu'elles furent moins mauvaises que l'on a coutume de l'affirmer. Les deux dirigeants se sont-ils contentés de faire fonctionner l'axe franco-allemand — concession obligatoire à la situation héritée de la guerre et à l'indispensable réconciliation — ou bien ont-ils entrepris ensemble dans une volonté commune la synergie franco-allemande ? La synergie requérait l'égalité. Or Willy Brandt fut bien plus charismatique que Georges Pompidou. Ses entrevues avec Brejnev firent de Brandt, aux yeux de Nixon et de Kissinger, l'expert de la personnalité brejnevienne. Le rééquilibrage industriel et la modernisation de la France par Georges Pompidou n'ont-elles pas fortement aidé à rendre le couple opérationnel ? Par ailleurs, les relations avec les États-Unis d'Amérique sont fondamentales pour la compréhension de mon sujet. L'attitude du Président Pompidou face au Président Richard Nixon et celle du Chancelier Willy Brandt à l'égard du Président Nixon et du Secrétaire d'État Kissinger ont sans doute eu pour effet de consolider le couple franco-allemand.

S'entendre pour quoi faire? En quoi le couple franco-allemand entre 1969 et 1974 a-t-il fait progresser la construction européenne? L'Europe prend un autre départ, à la fois géographique et institutionnellement. Quelle fut la responsabilité du Français et de l'Allemand? Quelle action commune dans le premier élargissement? dans les premiers pas d'une union monétaire, d'un Conseil européen? L'*Ostpolitik* d'Egon Bahr et de Brandt se met en place dans le maintien de l'ancrage à l'Ouest; même si certains considèrent que Brandt allait trop loin, l'Axe franco-allemand a tenu, ne faisant pas renaître à l'Élysée le spectre de Rapallo. Observons les impacts profonds des traités avec l'Est sur la construction européenne (citation de Brandt sur « 2 États et une nation » où s'appréhendent les colossales différences des mentalités française et allemande, des mentalités ouest- et est-allemande). Question allemande et question européenne sont intimement liées. Il n'empêche que l'Europe continue de s'enfanter à l'Est. Comment l'Axe franco-allemand fonctionne et réagit dans l'autre réconciliation? Quels effets en retour sur l'entente franco-allemande? Évidemment il ne faut pas oublier comment les autres membres de la Communauté européenne ont-ils, face à ce moteur franco-allemand, suivi, accepté, regimbé?

Enfin, je voudrais cerner l'action européenne de cet Axe non plus seulement entre les deux personnalités au sommet, mais rechercher si le couple a impliqué des ministres, des hauts fonctionnaires, des forces économiques et sociales, le monde de la culture.

Joële Pierre : joele_pierre@yahoo.fr

☛ **”Helvetic Europe – European Switzerland. Switzerland’s Contribution to the Idea of European Unification within the Context of Swiss State- and Nation Building” (Tamara Ehs)**

In my doctoral thesis I analyzed Switzerland’s contribution to the idea of European unification. The key aspect of the analysis was the establishment of a link between the history of the European idea and the history of state and nation. Since state- and nation building are a constitutive element of European history, I analyzed them conjointly, because they also exist conjointly. I used Switzerland as an example to study the intersection between the European idea and concepts of state and nation. Not only did the Swiss form their concepts of state and nation in the course of the 18th to 20th century, but out of this discourse they also made an important contribution to the idea of European unification. The emergence of a national consciousness and of a European consciousness at the same time were interdependent and led to tensions which can still be felt today.

Until now, scientific research in the field of the history of ideas for unification only yielded sketches and outlines to serve as a historical basis for the steps of the today’s European integration. In my project however, I focused on the concepts as such. I wanted to show the mental (preparatory) work the Swiss had done for a united Europe and which affect this had on state- and nation building in Switzerland. I concentrated on the analysis of the interests behind the advocacy of the European idea, focusing on what is generally labelled with the keyword ”idealism”. The following conclusions about the Swiss concept of Europe show how extensively the idea of Europe was utilized for the construction of Switzerland as a state and a nation.

The project focused on exploring national roots and motives of an idea that emphasized supranationality. Every concept of European unification is rooted in 18th and 19th century debates on cosmopolitanism, patriotism and nationalism. Unlike in other European countries, in Switzerland the two separate processes of state- and nation building were not united yet. They were rather discussed under the aspect of the possibility of supranationality. The concepts of the late 18th century emphasized the civil component of a free Switzerland as well as the

characteristic feature and important source of identity : Switzerland's military strength, its ability to defend itself within an unfree Europe. In concepts of Europe of the 19th century a romantic sense of a mission that is derived from the Middle Ages is established as a collective national sentiment. Switzerland gained reputation as a country of freedom. Thus, it attracted a great number of people fleeing from political prosecution who could develop their ideas (for a united Europe). Moreover, the Swiss political system served as a model to many people, who were designing a peaceful Europe. At that time, the already dominant idea of a special, unique Swiss path that entails a special mission was further enforced. Especially during and right after periods of war Switzerland seemed to be the ideal neutral place for coming together. It fuelled the Swiss sense of a mission. This was a way for the Swiss to open a backdoor to power on their way to more openness toward Europe, for example by hosting international conferences in Switzerland.

This strategy also displays the idea of Europe as remedy : There is a two-fold objective of internally consolidating Switzerland's identity as a federal state on the one hand and external self-assertion as a small state of nations on the other hand. Especially at the turn of the last century, when the Swiss' self-perception of supremacy interspersed with visions of doom reached unprecedented dimensions, the country began to glorify itself as a bridge of Europe, as the country of freedom that leads the way to establishing a United States of Europe.

For the objective of Swiss plans for Europe was among others not to be regarded as old-fashioned and obsolete by neighbouring countries who had already organized in large nation states. This would lead to Switzerland's downfall. A new form of progress was coined for Switzerland which described the nation state only as a pre-stage of a state of nations, which again would only be an interstage toward a United States of Europe. The God-given mission to bring freedom and peace to Europe becomes the argument that strengthens the Swiss as a nation and unites them in the face of internal crises and external menace. Thus, papers and books which praised Switzerland as shelter of freedom and thus the logical centre of a United States of Europe-to-be served as images against fears of downfall and destruction and as support for the self-confidence of a nation staggering between feelings of supremacy and an inferiority complex. The small state is assigned grandeur.

In the face of external threat the linguistically and religiously heterogeneous Swiss are presented in images of Europe as homogeneous. The menace poised by neighbour states, which was often crucial for the creation of a plan for Europe to strengthen the unity within the state, acts as an impetus for nation building.

Facing the problem that Switzerland could not develop a satisfactory identity as a nation state the country seized the European idea. Within a united Europe the question of the nation state would be less relevant. Thus, the main motivation of the papers about European unification was on the one hand the necessity to refute domestic criticism of the progressive centralisation of Switzerland — which was often unpopular — by saying that the state would lose its significance in a united Europe : Europe as a solace. On the other hand, they had to sustain the country's security against external threats by being a unique example for the possibility of peaceful coexistence of the peoples of Europe : Europe as a remedy. By praising itself as a proof for the possibility of a future united Europe, Switzerland tried to obtain significance via the European idea in the course of the difficult process of building up a national identity. The fear of destruction in a war-ridden Europe and the instinct of self-preservation of the small state lead to plans of unification that conceive Switzerland as the engine of a common struggle for peace and freedom. To ensure its inner cohesion, Switzerland invents a myth of freedom and then establishes a connection with a European rhetoric of freedom. Thus, Switzerland utilized the European idea as a means to its own ends : for the community of the Confederates which is not being held together by religious denomination or common language, but by political beliefs

rooted in collective myths. Any engagement for Europe is based less on cosmopolitanism and philanthropy but on motives rooted in Swiss power politics.

However, I do not intend to entirely deny some pacifist utopianism of Swiss concepts for Europe. Nevertheless, the majority of the devisers of the Swiss plans for Europe were jurists and politicians : Polier de Saint-Germain was mayor of Lausanne, Stapfer was minister for culture of the Helvetic, Sartorius was professor for constitutional law just like Bluntschli, who also devoted himself to politics. They all intended their own concepts for Europe to be a guide to how Switzerland should act politically. Their utopian ideas on Europe are political programmes that should solve Switzerland's problems which are linked directly to common European topics via the sense of a mission and the rhetoric of freedom.

- [1] EHS, Tamara, *Helvetisches Europa – Europäische Schweiz. Der Beitrag der Schweiz an der europäischen Einigungsidee im Kontext schweizerischer Staats- und Nationswerdung*, Frankfurt/Bern/Vienna, Peter Lang, 2005 [in German].

Dr. Tamara Ehs
Department of Political Science, University of Vienna
Universitaetsstrasse 7, A-1010 Vienna
tamara.ehs@univie.ac.at

ACTUALITÉ DES COLLOQUES

7–9 september 2006, Zürich (Switzerland)

"A Strained Partnership : European-American Relations and the Middle East from Suez to Iraq"; An international conference in Zurich/Switzerland (Center for Security Studies, ETH Zurich, The Parallel History Project on NATO and the Warsaw Pact).

<http://www.isn.ethz.ch/php/>

14–15 septembre 2006, Paris (France)

European Union Institute for Security Studies, Paris, 43 Avenue du Président Wilson, 75016 Paris

Colloque : « The EC/EU : a world security actor ? An assessment after 50 years of the external actions of the EC/EU ». Colloque organisé conjointement par la Chaire Jean Monnet d'histoire de l'intégration européenne de Cergy-Pontoise, le CICC (centre de recherche sur les Civilisations et Identités Culturelles Comparées des Sociétés Européennes et Occidentales) de l'université de Cergy-Pontoise, l'axe 5 « intégration européenne » de l'UMR IRICE (Paris 1, Paris IV, CNRS), le Groupe de liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission européenne en vue de la préparation d'un colloque bilan sur « les Communauté européennes, expériences et bilan de 50 ans d'intégration européenne » en mars 2007 à Bruxelles.

September 15–16, 2006, New York (United States)

The New York State Association of European Historians will hold its fifty-sixth annual meeting September 15–16, 2006 at the Hartwick College, Oneonta, NY.

19 September 2006, Wolverhampton (United Kingdom) "Suez and after : Fifty years of Western intervention in the Middle East" : one day conference, on the impact of Suez, 50 years after the defining event in the history of Western intervention in the region.

22 septembre 2006, Lyon (France)

ENS-LSH, 15 Parvis René Descartes, 69342 Lyon Cedex

Journée d'étude : « Un modèle allemand pour l'intégration des campagnes de l'Europe centrale et orientale ? ». 4e journée d'études dans le programme formation-recherche « Vivre et penser la campagne dans l'Allemagne contemporaine, un modèle pour l'Europe ? Représentations, pratiques et politiques des espaces ruraux ».

Contact : Mylene.Monni@ens-lsh.fr

25–26 septembre 2006, Montréal (Canada)

Institut Goethe, 418, rue Sherbrooke Est, Montréal

Colloque interdisciplinaire : « La souveraineté réfractée. Perspectives canadiennes, allemandes et européennes ». Renseignements :

<http://www.cerium.ca/article2691.html>

27–30 September 2006, Toronto (Canada)

International conference : "1956 : Year of Crises". The "Hungarian Uprising" and the "Suez Crisis" of 1956 are invariably and appropriately seen as two of the milestone events of 20th-century international affairs – and the passage of fifty years provides a highly appropriate occasion for a tour d'horizon : What have fifty years of ongoing study told us about the causes, courses, and consequences of these interconnected events ?

Conference website : <http://www.utoronto.ca/ceres/1956/>

28–30 septembre 2006, Strasbourg (France)

Université Marc Bloch de Strasbourg

Colloque international « Europe et francophonie » organisé dans le cadre des Francoffonies-festival francophone en France : « Les Institutions européennes face aux francophonies : hier et aujourd'hui », « La francophonie et ses langues en Europe. Théories, pratiques, discours », « Les écritures francophones et leur réception critique en Europe », « Universités européennes et francophonies ».

Contact : [Romuald Fonkoua \(rfonkoua@umb.u-strasbg.fr\)](mailto:Romuald.Fonkoua@umb.u-strasbg.fr)

9 octobre 2006, 9h30, Nanterre (France)

BDIC (1er étage, salle de réunion), 6, allée de l'Université, 92001 Nanterre

Journée d'études : « Hongrie 1956 : repenser 1956 et ses sources ». Avec Pierre Sorlin (Paris III), Antoine Marès (Paris 1), Paul Gradwohl (Nancy II), etc.

Pour plus d'informations : http://www.bdic.fr/page.php3?id_page=573&id_rub=13

October 4–6, 2006, Copenhagen (Denmark)

"Media, Democracy and European Culture". Contact : bonde@hum.ku.dk

5–6 octobre 2006, Québec (Canada)

Archives nationales du Québec, 535 avenue Viger est (angle Saint-Hubert)

« Regards croisés sur l'Union européenne qui se fait/A European Union in the making : An interdisciplinary approach ». Il a pour objet de réunir des experts européens et nord-américains de plusieurs disciplines afin qu'ils puissent dresser un bilan de la situation qui prévaut dans l'Union européenne à l'aube du 50e anniversaire des Traités de Rome.

Programme : <http://www.cerium.ca/article2805.html>

6 octobre 2006, 10h00, Paris (France)

Hôtel de la Marck, 25 rue de Surène, 75008 Paris (Ambassade de Belgique)

Séminaire « Ces chers voisins. La Belgique, la France et l'Allemagne au XXe siècle », organisé par le Groupe d'études d'histoire de l'Europe contemporaine, les Professeurs É. Bussière (Paris IV), M. Dumoulin (Louvain), J. Elvert (Köln), H. Roland (Louvain) et S. Schirmann (Strasbourg), à l'invitation de S.E. M. Pierre-Dominique Schmidt, ambassadeur de Belgique en France.

6 ottobre 2006, Padova (Italia)

Archivio Antico-Palazzo del Bo, Multisala Pio X, Padova "Cinema ungherese : 1956 e oltre" (Gian Piero Brunetta, Edit Rózsavölgyi, Giusy Pisano, Kristian Feigelson, Sylvie Rollet, Márta Mészáros, Béla Tarr, Attila Csáky).

Contact : edit.r@unipd.it

October 6–7, 2006, Kiev (Ukraine)

Fourth International Workshop "Strategic Elites and EU Enlargement : Reactions by, and the Prospects for, East European States currently left out". Organiser : The International Network for the Study of Strategic Elites and European Enlargement, sponsored by the British Academy and Academy of Sciences of Ukraine.

Web : <http://www.sociology.kharkov.ua/> or <http://www.i-soc.com.ua/>

October 12–14, 2006, Berlin (Germany)

Conference : "Rethinking Labour from A Global Perspective". The conference will be realized by the joint cooperation between the Wissenschaftskolleg zu Berlin and the Wissenschaftszentrum für Sozialforschung Berlin (WZB) under the direction of Professor Jürgen Kocka (WZB) and Professor Andreas Eckert (Universität Hamburg).

13–14 October 2006, Padova (Italia)

University of Padova, Aula studi internazionali, via del Santo 28

Conference : "The crises in Southern Europe in the 1970s : the international dimension" (F. Romero, A. Varsori, V. Greco, E. Calandri, S. Pons, R.D. Church, A. Westad, M. del Pero, E. Guasconi, A. Munoz, F. Guirao, I. Wall, M. Cox, P. Ludlow).

13–14 octobre 2006, Paris (France)

Sorbonne (17 rue de la Sorbonne, 75005 Paris), salle Louis Liard

Colloque « Droit et Sociétés religieuses » (Faculté de Droit Jean Monnet de l'Université de Paris Sud). Journée sur « L'Union européenne et les religions » (étude de cas).

Contact : colloque.recherche@jm.u-psud.fr

October 13–15, 2006, Columbus, Ohio (États-Unis)

The Ohio State University, Columbus

"The Global Impact of 1956 : Race, Neutralism, National Liberation". The fiftieth anniversary of that year presents an opportunity to look beyond those seminal events and contemplate their consequences on the new global Cold War and the winds of decolonization sweeping across the globe.

Contact Information : Rajiv Khanna (khanna.14@osu.edu) or Amanda Rothey (Rothey.2@osu.edu), Co-Chairs of Conference

20–21. Oktober 2006, Weimar (Germany)

Weimar, Reithaus (Platz der Demokratie 5)

”Wechselwirkungen Ost-West. Dissidenz, Opposition und Zivilgesellschaft 1975 bis 1989” (Internationales Symposium der Stiftung Ettersberg in Zusammenarbeit mit der Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur und der Bayerischen Landeszentrale für politische Bildungsarbeit).

Für weitere Information : kontor@eoban.de

25–28 October 2006, Maastricht (Netherlands)

Campus of Teikyo University Holland, Maastricht, The Netherlands

Fourth Biennial Conference on Transatlantic Studies : ”Transatlantic Conflict & Consensus : Culture, History & Politics”.

Information : <http://www.transatlanticstudies.org>

2. November 2006, Frankfurt an Main (Germany)

Casino Campus Westend, Grüneburgplatz 1, Universität Frankfurt am Main

”Die Europäische Identität”, im Rahmen des Walter-Hallstein-Symposiums. 1. Thema : ”Europäische Identität als kulturelles und gesellschaftliches Phänomen”. 2. Thema : ”Identität im politischen Prozess Identität durch Verfassung?”. Mit Prof. Dr. Rudolf Steinberg (Goethe-Universität Frankfurt am Main), Prof. Dr. Stefan Kadelbach (Wilhelm Merton-Zentrum, Frankfurt am Main), Prof. Dr. Maurizio Bach (Passau), Dr. Joachim Zweynert (Hamburg), Prof. Dr. Wilfried Loth (Essen), Prof. Dr. Bernhard Giesen (Konstanz), PD Dr. Ulrike v. Hirschhausen (Hamburg), Prof. Dr. phil. Vaira Vike-Freiberga (Staatspräsidentin der Republik Lettland), Prof. Dr. Dr. Rainer Hofmann, Wilhelm (Merton-Zentrum, Frankfurt am Main).

Für weitere Information : <http://www.walter-hallstein-symposium.de/>

2–4 novembre 2006, Paris (France)

Ambassade d’Allemagne, Institut Historique Allemand et Maison de la Recherche, Université Paris-Sorbonne

« Médiations et relations interculturelles dans l’espace européen : culture — histoire — musique » (Collège Humboldt, avec le soutien de la Fondation Alexander von Humboldt, sous le haut patronage de l’Ambassade d’Allemagne à Paris, et en collaboration avec l’Association Musicale d’Études Franco-Allemandes, la Société Franz Liszt, l’Université Paris-Sorbonne).

Programme : <http://www.dfh-ufa.org/2366+M5f839a856e7.html>

8–10 novembre 2006, Luxembourg (Luxembourg)

« Dépasser le cadre national des “Lieux de mémoire”. Innovations méthodologiques, approches comparatives, lectures transnationales ».

Contact : benoit.majerus@uni.lu

9.-11. November 2006, Wien (Österreich)

Theatersaal der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, Sonnenfelsgasse 19, Wien
”Was ist europäisch? Die Vielfalt von Gedächtnissen oder die Eindeutigkeit von europäischen Werten”. Lesung Adolf Muschg (Berlin/ Zürich). Vorträge Michael Böhler (Zürich), Michael Borgolte (Berlin), Andrei Corbea-Hoisie (Wien/ Jassy), Johannes Feichtinger (Wien), Bert Fragner (Wien), Ulrich Körtner (Wien), Georg Kreis (Basel), Sabine Offe (Bremen), Irena Ograjensek (Ljubljana/ Zürich), Johannes Pollak (Wien), Dragan Prole

(Novi Sad), Michael Rössner (Wien/ München), Shingo Shimada (Düsseldorf), Robert Traba (Berlin/ Warszawa), Amir Zaidan (Wien) Moshe Zuckermann (Tel Aviv).

Programm : <http://www.oeaw.ac.at/kkt/konfwork.html>

10–11 November 2006, Oxford (United Kingdom)

University of Oxford, St Antony's College Lecture Theatre (Friday), ESC Seminar Room, 70 Woodstock Road (Saturday)

"De-Stalinization & Suez after Fifty Years". The conference includes a session at which eyewitnesses of the events of 1956 will speak, and where the status of eyewitness testimony as a historical source will be discussed. A keynote lecture by Professor Arne Westad (LSE) will consider the overall significance of 1956 and its status as a historical and political event.

Web : <http://users.ox.ac.uk/~conf1956/>

Contact : Ulli Parkinson (european.studies@sant.ox.ac.uk)

10–11 November, 2006, Roskilde (Denmark)

Roskilde University, Denmark

"Democracy, Rule of Law, and Soft Modes of Governance in the EU". Organiser : Connex and NewGov research networks.

Contact : Susana Borrás (borras@ruc.dk) and Thomas Conzelmann (conzelmann@pg.tu-darmstadt.de).

15–17 novembre 2006, Toulouse (France)

« Démocratie participative en Europe ». Colloque organisé par le LERASS (Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales)

Site Web : <http://www.lerass.iut-tlse3.fr/democratie2006/>

16–18 novembre 2006, Paris (France)

École militaire, 75007 Paris

Colloque organisé par le Service Historique de la Défense : « Les Occidentaux et la Crise de Suez : une relecture politico-militaire ».

Contact : shdsuez@orange.fr.

Programme : http://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/ages_diverses/programsuez.htm

16–18 novembre 2006, Montpellier (France)

Université Paul Valéry (Montpellier III), Route de Mende, Bâtiment BRED, salle Pierre Jourda

Colloque international : « Transmission de la mémoire allemande en Europe centrale et orientale depuis 1945 ».

Web : <http://www.univ-montp3.fr/rech/activites/rech-acti-som.htm>

Contact : allemand@univ-montp3.fr

17 novembre 2006, Bruxelles (Belgique)

Bruxelles

Colloque international organisé par le GASSPECO, Université libre de Bruxelles : « Les réformes judiciaires en Europe centrale et orientale ».

Responsable scientifique : Jean-Michel de Waele (jmdewael@ulb.ac.be)

17–18 novembre 2006, Paris (France)

17 : Université de Cergy-Pontoise, Chênes I (salle de conférences) ; 18 : Université de Paris III-Sorbonne-Nouvelle, (Salle Las Vergnas, 3e étage)

Colloque international interdisciplinaire : « Autriche/France : transferts d'idées-histoires parallèles ? ». Avec le soutien de : Ecole doctorale internationale Droit et Sciences humaines (UCP-D 284) ; Civilisations et identités culturelles comparées des sociétés européennes et occidentales (UCP-EA 2529) ; Espace européen contemporain (Paris III-ED 385).

17–18 novembre 2006, Paris (France)

Centre de conférences internationales, 19 avenue Kléber, 75016 Paris

« L'OSCE trente ans après l'Acte d'Helsinki ». Colloque international sous les auspices du ministère français des affaires étrangères, du Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire (CRDH), du Centre Thucydide Analyse et recherche en relations internationales.

Inscriptions : colloqueosce@yahoo.fr

20–22 November 2006, Boulogne-sur-Mer (France)

Université du Littoral Côte d'Opale, Boulogne-sur-Mer

International Conference : "The Transformation of Higher Education : International Influences". Themes : national policy development and implementation, the organisation of institutions, courses and research, access, inclusiveness, retention and mobility of students, quality assurance.

Conference website : <http://www.univ-littoral.fr/muselcem.htm>

23–25 novembre 2006, Strasbourg (France)

« Les nouvelles frontières de l'Europe ». Le CEES (Centre des études européennes de Strasbourg) et l'ENA (École nationale d'administration) organisent un colloque invitant à réfléchir sur le concept de frontières dans toutes ses dimensions : migration, sécurité, coopération, etc. Il s'agit d'apporter une contribution originale tant à la question de la délimitation qu'à celle de la maîtrise des espaces européens (frontières intérieures, frontières extérieures, coopérations transfrontalières, notion de « frontière-zone »).

Contact : Laurent Macé (l.marce@cees-europe.fr)

November 23–26, 2006, Budapest (Hungary)

"Young People and Active European Citizenship" Seminar : the aim of the seminar is not only to delve more deeply into the meanings of citizenship and their contemporary applications, but also into the impact of the work of the European youth field in this domain. Consequently, theoretical, policy-oriented and evidence-based papers are sought in order to contribute to building a holistic picture of the issues at stake in the discussion of active European citizenship and young people.

Web : <http://www.youth-knowledge.net/INTEGRATION/TY/News/Preview.jsp?iddoc=534>

24 novembre 2006, Paris (France)

Université Paris IV-Sorbonne, 108 Bd. Malesherbes, 75017 Paris

Colloque : « Mémoires de Silésie : du souvenir à la reconstruction ». Conçue comme l'occasion d'aborder dans sa complexité un sujet réduit dans ses échos médiatiques à son seule expression politique, émanant des acteurs étatiques, la Journée réunit des chercheurs

français et polonais, issus de plusieurs disciplines : germanistes, slavistes, sociologues, géographes. Ils se proposent d'interroger cette mémoire multiple, culturelle, voire multiculturelle, diverse et variée, collective ou individuelle, allemande ou polonaise, tchèque, slovaque, ukrainienne ou catholique, protestante ou juive, parfois uniate ainsi que la reconstruction mémorielle en prenant pour l'échelle d'observation celle des différents acteurs de la mémoire régionale — individus ou groupes, Polonais, Allemands ou autres, habitants des villes et villages de Silésie issues de milieux sociaux variés.

Contact : florence_lelait@yahoo.fr

29–30 November 2006, Oxford (United Kingdom)

Seminar Room, European Studies Centre, St Antony's College, Oxford

"Disintegrating States in an Integrating Europe? New and Old Challenges" (2-day British-Spanish workshop). Convenors : Charles Powell/John Loughlin.

For further information : <http://www.sant.ox.ac.uk/esc/europeanlectures.shtml> or Ulli Parkinson (european.studies@sant.ox.ac.uk)

30 novembre-2 décembre 2006, Le Creusot (France)

« Politiques industrielles d'hier à aujourd'hui en France et en Europe ». Faire de l'histoire et débattre du présent, relire les politiques industrielles depuis la Seconde Guerre mondiale, comparer les exemples internationaux : ce colloque offre la possibilité de revenir sur la genèse, les acteurs et les formes de la mise en oeuvre des politiques industrielles de 1947 à nos jours.

Contact : jean-marc.bourgeon@u-bourgogne.fr

1er décembre 2006 Perpignan (France)

Université Via Domitia Perpignan

« La France en Europe. Quelle géopolitique des régions transfrontalières ? »

Contact : David Giband (giband@univ-perp.fr)

1–2 décembre 2006, Bucarest (Roumanie)

« L'influence belge en Roumanie et en Bulgarie (XIXe-XXe siècle) ». Colloque international organisé par l'Université de Bucarest, l'Université Libre de Bruxelles et la Nouvelle Université Bulgare de Sofia, en collaboration avec le Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française Wallonie-Bruxelles.

7–10 December 2006, Copenhagen (Denmark)

Second RICHIE Conference : "The Road to a United Europe. Interpretations of the Process of European Integration".

http://www.ku.dk/priority/Europe/Activities/konference_the_road/index.asp

14–15 décembre 2006, Dunkerque (France)

Colloque international : « La Russie européenne : perspectives économiques et sociales », organisé par le Laboratoire de Recherche sur l'industrie et l'innovation, Université du littoral Côte d'Opale.

Contact : Sophie Boutillier (Sophie.Boutillier@univ-littoral.fr)